

Politique étrangère : nous voulons une Suisse ouverte et souveraine

Nous vivons une période mouvementée. L'ordre mondial qui nous a apporté depuis la fin de la seconde guerre mondiale la paix et la prospérité est remis en question. Les grandes puissances défendent avant tout leurs propres intérêts et jouent la carte du protectionnisme. En Suisse, les partis gouvernementaux de gauche et de droite poussent, en faisant fi du compris, leurs agendas politiques et se soustraient ainsi à leurs responsabilités face aux problèmes les plus urgents : nos relations à l'Union européenne, les flux migratoires et le changement climatique.

La Suisse a atteint un niveau de prospérité très élevé grâce à son ouverture, sa diversité, sa fiabilité et sa souveraineté. Nous voulons que cela reste ainsi. Nous voulons une Suisse neutre et souverain. Une Suisse qui ne s'isole pas. Elle doit rester un partenaire fiable tout en défendant fièrement ses intérêts. La Suisse a besoin d'une politique forte au centre conduite par le PDC. Une politique pour le succès de la Suisse. Aujourd'hui plus que jamais.

Nous voulons une politique européenne affirmée.

Aucun autre partenaire de la Suisse n'a autant contribué à notre prospérité que l'UE. Elle profite aussi beaucoup de la Suisse. Nous voulons approfondir nos relations avec l'UE. Mais ce développement ne doit pas se faire au détriment de la Suisse ou de l'UE.

Pour le PDC :

- Les bilatérales ne sont pas négociables. Le peuple a soutenu les bilatérales à plusieurs reprises. Nous profitons chaque jour de la libre circulation en Europe, de la vente de nos produits sans entrave sur le marché européenne et de l'échange de savoir.
- Nous ne voulons pas mettre en danger les accords bilatéraux. L'accord-cadre dans sa forme actuelle n'est pas convenable. Il doit être adapté :
 - Les assurances sociales ne doivent pas être menacées. La directive sur la citoyenneté n'a pas sa place dans l'accord.
 - Aucun affaiblissement de la protection des salaires. Nous avons besoin d'une solution sur les mesures d'accompagnement.
- La participation du peuple suisse aux décisions doit être renforcée. Le peuple doit avoir son mot à dire en matière de développement dynamique du droit.
- **Le PDC veut des relations économiques étroites avec nos partenaires.** Les accords de libre-échange (ALE) sont la voie à suivre. Nous devons défendre avec force les intérêts de notre économie vis-à-vis de nos partenaires.

Pour le PDC :

- la Suisse doit conclure activement de nouveaux accords de libre-échange et ne pas dépendre d'un petit nombre de partenaires.
- la Suisse doit défendre les intérêts vitaux de ses branches économiques nationales. Nous devons rester fermes.
- les accords ne doivent pas être signés au détriment de notre planète.

Le PDC exige que les entreprises suisses ne soient pas vendues indistinctement à l'étranger.

Notre savoir et notre expertise sont des ressources précieuses. Si des investisseurs étrangers achètent ou veulent racheter nos entreprises, nous ne devons pas transférer notre savoir-faire à des sociétés étrangères sans examen préalable. Une autorité suisse doit pouvoir prendre des mesures en cas de reprise d'entreprise.

Le PDC veut que la Suisse garde et développe son vaste réseau sur la scène internationale.

Dans un monde globalisé la Suisse ne doit pas rester en retrait. La politique d'isolement est contraire à nos valeurs.

- La Suisse est un partenaire fiable et neutre. La culture du dialogue est notre force. Cela doit perdurer.
- Avec de bonnes relations avec nos partenaires, nous sommes mieux à même d'agir rapidement, dans notre intérêt, et répondre ainsi aux nouvelles menaces, crises et situations d'urgence.
- Nous voulons être à la table des négociations et pas simplement appliquer les décisions.

Grâce au PDC

- La Suisse a contré avec succès les tendances isolationnistes et sauvé les accords bilatéraux.
- Le Conseil fédéral défend une politique économique extérieure ouverte. Les entreprises suisses bénéficient ainsi d'un bon accès aux marchés étrangers.
- Des solutions communes sont recherchées pour éviter que les entreprises suisses soient reprises par des entreprises et des Etats étrangers.

PDC. Pour la souveraineté et l'ouverture. Nous sommes le trait d'union.